



Assemblée générale constituante de la Chambre nationale des huissiers de justice libéraux de Bulgarie

Le 25 novembre 2005, à Sofia, les huissiers de justice libéraux de Bulgarie ont constitué leur chambre nationale en présence de Georgi Petkanov, ministre de la Justice, et ont élu le premier président de leur histoire, Georgi Dichev.

Une journée historique

L'instant est solennel et la journée sera historique. Dans la salle de conférence du grand hôtel de Sofia, aux côtés du professeur Georgi Petkanov, ministre de la justice de Bulgarie et ancien ministre de l'intérieur sous le précédent gouvernement, ont pris place Georgi Dichev, président de l'Union bulgare des juges de l'exécution, Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIHJ, représentant Jacques Isnard, président de l'UIHJ, retenu à Paris par le Conseil permanent de l'UIHJ, Gene Gibson, directeur de projet de USAID sur la réforme du droit commercial en Bulgarie, comprenant une réforme des institutions judiciaires, et M. Valeri Dimitrov, directeur de l'office d'audit sur la loi sur les huissiers de justice libéraux.

En face d'eux se trouvent Mme Sabrie Sapundgieva, vice-ministre de la justice, Anastasios Chrisomallo, vice-président de la Chambre des huissiers de justice de Grèce et Vasilios Kouvroukoglou, membre de chambre, lesquels sont tous deux venus spécialement de Grèce, ainsi que les 92 huissiers de justice bulgares qui ont choisi d'adopter le modèle libéral. Sans oublier une armada de photographes, journalistes et caméras de télévision, venus couvrir l'événement. Dans quelques moments, leur chambre nationale sera créée et ils voteront pour constituer le bureau et élire le premier président de leur histoire.

Dans son discours introductif, M. Petkanov a rappelé que sur les 8 des 10 nouveaux Etats membres qui ont rejoint l'Union européenne le 1er mai 2004, seuls deux (Chypre et Malte) n'avaient pas préalablement mis en place un système d'huissiers de justice libéraux.

Gene Gibson s'est félicité de l'excellente coopération de USAID avec les autorités et de ce moment historique. Mais il a indiqué que c'était maintenant que le véritable travail allait commencer, pour mener à bout toutes les réformes engagées.

Mathieu Chardon a mentionné que si le moment était historique, il n'était pas extraordinaire, la grande majorité des Etats de l'Union européenne ayant adopté un mode d'exercice libéral pour les huissiers de justice. Il a évoqué les liens désormais étroits qui unissent les huissiers de justice bulgares et l'UIHJ, en particulier avec Georgi Dichev et Anelia Kotzeva, expert senior au ministère de la Justice. Leur détermination a été saluée. Il a adressé les félicitations de l'UIHJ et de son président, Jacques Isnard, pour cette évolution déterminante dans l'harmonisation de la profession dans le monde.

M. Dimitrov a présenté pour sa part les grandes lignes de la réforme engagée. Il a insisté sur le fait que la nouvelle profession ne devait pas se refermer sur elle-même mais rester ouverte sur le monde.



Georgi Petkanov, ministre de la Justice de Bulgarie/Minister of Justice of Bulgaria, Georgi Dichev, premier président de la Chambre des huissiers de justice de Bulgarie/first President of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria



Georgi Dichev

Mathieu Chardon, Georgi Petkanov, Georgi Dichev





Le premier président de la chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie

Après une courte pause, l'assemblée constituante se met au travail, en présence de M. Petkanov. Le bureau est constitué de Georgi Dichev, de Sabrie Sapundgieva, et de Slavi Serbezov, huissier de justice à Dobrich (Nord est de la Bulgarie). L'ordre du jour est engagé sur les questions relatives aux statuts de la chambre.

Puis vient le tour de l'élection des membres du bureau puis du président. Chacun retient son souffle. Les bulletins sont remis au bureau de vote. Les votes sont dépouillés. A 12 h 45, les résultats sont dévoilés. Ils constituent un véritable plébiscite pour Georgi Dichev, qui obtient l'unanimité des 87 votants tant pour son élection au bureau que comme président de la chambre.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, contacté par téléphone, a adressé ses chaleureuses félicitations à Georgi Dichev pour son succès et lui a souhaité bonne chance pour le futur tout en lui assurant le soutien de l'UIHJ au long de son mandat. Les autres points du jour se sont succédés (montants des cotisations, budget et questions diverses) jusqu'en fin d'après-midi. Une soirée organisée par USAID a permis de clore cette journée intense dans l'amitié, la confraternité et la convivialité, avant de se remettre au travail dès le lendemain !

Par cette réforme, la Bulgarie vient sans aucun doute d'apporter sa contribution à l'harmonisation de la profession d'huissier de justice dans le monde.

L'UIHJ accueille chaleureusement en son sein la nouvelle profession des huissiers de justice libéraux de Bulgarie et souhaite un long et fructueux exercice à chacun de ses membres.

Mme Sabrie Sapundgieva, vice-ministre de la Justice – Vice-Minister of Justice



Interview de Georgi Dichev

Pendant la soirée qui a suivie pour célébrer cet heureux événement, nous avons interviewé Georgi Dichev.

Vous venez de vivre l'assemblée générale constituante de la Chambre nationale des huissiers de justice libéraux de Bulgarie, en présence du ministre de la Justice. Que ressentez-vous à l'issue de cette journée historique ?

C'est impossible à décrire. Un sentiment de soulagement et de satisfaction mêlé à de nombreuses attentes positives.

Cet événement couronne plusieurs années de travail. Pouvez-vous nous en décrire les étapes et les difficultés particulières que vous avez rencontrées ?

En premier lieu, comment convaincre les milieux qui gouvernent le pays et la société en général que le modèle libéral est de loin le meilleur, et qu'il offre la solution aux problèmes de l'exécution forcée dans notre pays. En deuxième lieu, et c'est un problème parallèle, il fallait également convaincre les collègues parce que le modèle leur était inconnu. Le gouvernement avait fait quelques écarts sur le chemin dans l'une ou l'autre direction. Cela a occupé une partie de nos efforts et de notre énergie. Enfin, dès que la volonté politique s'est manifestée, la difficulté a été d'élaborer une loi qui soit positive et qui détermine une base solide pour le système de la profession libérale.

Vous avez été aidés par plusieurs organisations, dont l'UIHJ qui a soutenu votre projet dès le début. Quel a été l'apport de chacune de ces organisations ?

Je placerais en premier lieu l'UIHJ qui nous a toujours soutenu dans la mise en place de cette idée de la réforme vers le statut de la profession libérale, tant de sa propre initiative que sur notre demande. A notre demande, l'UIHJ nous a toujours répondu immédiatement. J'ai demandé sa position à l'UIHJ à un moment donné, et cela qui m'a été très utile devant le parlement bulgare car cette position a su convaincre les parlementaires.

En deuxième lieu, je placerais l'USAID qui nous a prêté une assistance énorme logistique. Et bien qu'il soit difficile de donner un ordre, je placerais en troisième

Pendant les votes – During the votes





position mes collègues bulgares qui ont consacré leur temps et une grande partie même de leurs ressources financières pour aider à développer cette idée de profession libérale.

Nous avons reçu également le soutien des collègues de pratiquement tous les pays du monde, et en particulier la France, la Grèce, les Pays-Bas. Également, grâce à l'UIHJ, nous avons été mis en relation avec de nombreux confrères de pays européens comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la République tchèque, la Slovaquie et si je ne peux pas les citer tous, tous nous ont toujours soutenu et aidé. Ils m'ont toujours donné le sentiment qu'au travers l'UIHJ, les huissiers de justice libéraux du monde forment une grande famille. Je suis certain que grâce à la Chambre des huissiers de justice libéraux en Bulgarie nouvellement constituée, tous mes collègues bulgares ressentiront le même sentiment d'appartenir à la famille des huissiers de justice libéraux.

Quant au Conseil de l'Europe, s'il n'a pas pris part au processus technique de l'élaboration de la loi, rien n'aurait pu se faire sans lui. C'est grâce au Conseil de l'Europe que nous avons pu obtenir tous les contacts qui nous ont permis d'arriver là où nous sommes aujourd'hui.

A l'occasion de cette journée historique, le bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice a été constitué. Quels sont vos objectifs immédiats, à court terme, à moyen terme et à long terme ?

Les objectifs immédiats sont la préparation de tous les actes réglementaires exigés par la loi sur les huissiers de justice libéraux. Il faut parallèlement constituer la chambre, pas seulement en tant qu'entité électorale, mais en tant qu'organisation réelle. A court terme, les huissiers de justice libéraux en Bulgarie doivent avoir toutes les conditions pour exercer librement et normalement leur profession, d'une manière indépendante. En même temps ils doivent le faire en gagnant la confiance de la population et des institutions. A moyen terme et à long terme, notre objectif est que la Bulgarie soit un pays européen normal où le système de l'exécution forcée respecte les principes européens et que, lorsque l'on parle de l'huissier de justice bulgare, personne ne puisse dire qu'il soit différent des ceux d'un autre pays européen.

Qu'attendez-vous de l'UIHJ pour vous aider à réaliser vos objectifs et que comptez-vous apporter à l'UIHJ et vos confrères des autres pays ?

Nous comptons beaucoup sur l'UIHJ pour nous montrer les nouvelles tendances, et nous guider vers ce qui est nouveau dans le domaine de l'exécution forcée. L'UIHJ représente aussi la possibilité de rencontrer les confrères d'Europe et du reste du monde. Nous comptons aussi sur les opinions des experts de l'UIHJ pour les relayer auprès de nos autorités. Nous pouvons à notre tour apporter notre soutien aux autres pays membres de l'UIHJ en présentant notre point de vue, ou en écoutant les opinions des autres pays membres lors des rencontres. Et sur un plan plus général, nous pouvons avoir des échanges culturels très riches avec nos confrères du monde entier.

Qu'en pensent des jeunes huissiers ?

Nous avons également rencontré trois jeunes huissiers de justice de Varna (nord-est de la Bulgarie, au bord de la Mer noire) et leur avons demandé pourquoi ils avaient choisis de devenir huissier de justice libéral

Stanimira Danova (26 ans), huissier de justice à Varna

La profession libérale représente pour moi de nombreuses opportunités. C'est un grand challenge de commencer quelque chose de nouveau dans des temps difficiles mais avec de grandes attentes.

Luba Todorova (27 ans), huissier de justice à Varna

Dans un système fonctionnaire, je n'avais pas la possibilité d'exprimer réellement mes capacités professionnelles et être capable de faire les choses à ma façon. Je m'attends un grand développement de la profession et à la chose de pouvoir le vivre.

Lubomir Mavrov (36 ans), huissier de justice à Varna

Il y a de nombreuses raisons à devenir huissier de justice libéral mais la principale pour moi est que je voulais avoir la possibilité de travailler pour mon compte.

Stanimira Danova (26 ans), huissier de justice à Varna — 26, Judicial Officer in Varna



Lubomir Mavrov (36 ans), huissier de justice à Varna — 36, Judicial Officer in Varna





First General Assembly of the Chamber of Private Judicial Officers of the republic of Bulgaria

On 25 November 2005 in Sofia, the judicial officers of the Republic of Bulgaria created their National chamber in the presence of Georgi Petkanov, Minister of Justice, and have elected Georgi Dichev as their first president.

Georgi Petkanov

A historical day

The moment is solemn and the day will be a historical one. In the conference room of the Grand hotel in Sofia, next to Professor Georgi Petkanov, Minister of Justice of the Republic of Bulgaria and former Minister of the Interior under the previous government, are seated Georgi Dichev, president of the Bulgarian enforcement judges, Mathieu Chardon, member of the Committee of UIHJ, representing Jacques Isnard, president of UIHJ, held in Paris at the UIHJ Permanent Council, Gene Gibson, USAID Project Director and Valeri Dimitrov, submitter of the law on Private Judicial Officers, chair of the Audit Office.

Facing them are Mrs Sabrie Sapundgieva, vice-minister of Justice, Anastasios Chrisomallo, vice-president of the Greek National chamber of judicial officers and Vasilios Kouvroutoglou, member of the Chamber, both of whom came specially from Greece, as well as the 92 Bulgarian judicial officers who decided to adopt a private status for their profession. There was of course an army of journalists, photographers, and television cameras, to cover the event. In a few moments, the National chamber of judicial officers of the Republic of Bulgaria will be created and there will be a vote for the election of the board and its president.

In his opening speech, Mr Petkanov reminded that 8 out of the 10 countries that joined the European Union on 1st May 2004, only two (Cyprus and Malta) hadn't created beforehand a private system of judicial officers.

Gene Gibson was very pleased about the excellent co-operation of USAID with the authorities and the Bulgarian judicial officers and was very happy to be part of this historical moment. But he also indicated that the real work was now about to begin in order to lead the project to its term.

Mathieu Chardon noted that, if the moment was historical, it was not an extraordinary one, the vast majority of EU Member States having adopted a similar system for their judicial officers. He also mentioned the close ties between judicial officers of Bulgaria and UIHJ, in particular with Georgi Dichev and Anelia Kotzeva, Senior expert at the Ministry of Justice, whose work and determination were greeted. He addressed the congratulations of UIHJ and its president, Jacques Isnard, for this decisive move towards the harmonisation of the profession worldwide.

For his part, Mr Dimitrov evoked the various points of the reform. He insisted on the fact that the new profession shouldn't close itself but on the contrary stay opened on the world.



The first president of the National chamber of judicial officers of Bulgaria

After a short break, the General assembly starts its work, in the presence of Mr Petkanov. The board is made of Georgi Dichev, Sabrie Sapundgieva and Slavi Serbezov, judicial officer in Dobrich (North East of Bulgaria). The agenda starts off questions relating to the statute of the chamber. Then comes the time for the vote of the election of the members of the board and of its president. The audience holds its breath. At 12.45, the results are unveiled. They are a plebiscite for Georgi Dichev who obtains the unanimity of the 87 voters, both as a member of the board and as its president.

The president of UIHJ, joined by telephone, addressed his warm congratulations to Georgi Dichev and his board, wished great success in his future work and confirmed the full support of UIHJ to the National chamber of judicial officers of the republic of Bulgaria.

The other points on the agenda were then discussed, including the amount of the initial and annual membership fees, the budget of the Chamber. After a very long working day, a party was given by USAID where everyone could relax in a friendly atmosphere, before the start of many days of very hard work!

A new page has been written in the harmonisation of judicial officers in the world. UIHJ welcomes the private judicial officers of Bulgaria and wishes a long and prosperous professional and personal life.



*Mathieu Chardon remet à Georgi Petkanov la médaille d'or de l'UIHJ
Mathieu Chardon offers the UIHJ gold medal to Georgi Petkanov*



*Le ministre de la Justice et une partie de l'assistance
The minister of Justice with some participants*

Le bureau de vote – The voting bureau



Interview of Georgi Dichev

During the evening that followed the meeting, we asked some questions to Georgi Dichev.

You have just lived the creation of the Bulgarian National chamber of judicial officers, in the presence of the Ministry of Justice. What are your feelings tonight?

It is impossible to describe: a mixture of relief, satisfaction and high positive expectancies.

This event is the result of several years of hard work. Could you tell us the steps of the reform and the difficulties you had to face?

First, how to convince the State authorities that the private system offers by far the best solution to the problem relating to enforcement in our country? Second, and parallel to the first issue, how to get my colleagues convinced, as the private system was unknown to them. Also, the government had various points of view on the matter. This required a lot of effort from us and drew a lot of energy. As soon as the political will was there, the problem was to create a law that would be positive and that would be a good basis for the private system of enforcement.

In your effort, you have had the support of several organisations. What was the input of these organisations?

I would put UIHJ in first position. UIHJ always supported our project from the very beginning, both from our part and from its part. This organisation always answered immediately to our questions and requests. When we needed a position on one point, it helped us to a great extent in front of the Bulgarian Parliament.

On second position, I would put USAID, which gave us a tremendous technical and logistic assistance. Though it is difficult to rank all the help that we received, I would put in third position my Bulgarian colleagues who gave their time and financial resources without counting, to help us in our project. We also had the full support of colleagues from all over the world, in particular of France, Greece, and the Netherlands.

Also, through UIHJ, we have been in contact with colleagues from numerous European countries such as Poland, Hungary, Romania, Czech Republic, Slovakia, and if I cannot cite them all, all of them



wanted to give their help. They gave me the strong feeling that, through UIH, private judicial officers from the world belong to one big family. I am convinced that, with this newly formed National chamber of judicial officers, all my colleagues will soon feel the same way.

As regards to the Council of Europe, if it did not take part in the technical process, nothing could have been possible without it. It is through the Council of Europe that we could have all the necessary contacts and that we are here today.

At the term of the historical day, the board of the National chamber has been elected and you also have elected as its first president. What are your immediate, short term and long term objectives?

The immediate objective is to prepare all necessary legal documents on private judicial officers. At the same time, we must create our chamber, not only as an electoral entity, but as a functioning organisation. My short terms objectives are to ensure that all private judicial officers of Bulgaria can normally operate in an independent way. Also, they must gain the trust of the population and of the institutions of this country. On the long term, our objective is that Bulgaria is seen just like any other European country, where the enforcement system respect the European principles on enforcement and that, when someone mentions Bulgarian judicial officers, no one could say that they are different from another European country.

What do you expect from UIH to help you in achieving these goals?

We heavily rely on UIH to show us new tendencies, to lead us to new fields in the matter of enforcement. UIH also offers the possibility to meet colleagues from Europe and the rest of the world. We also rely on the opinions of UIH experts to relay them to our authorities. On our side, we can give our support to other member countries of UIH in giving our opinion, by taking notes of other Member countries' opinions during meetings. And on a general level, we have the opportunity to experience very rich cultural exchanges with our colleagues from the entire world.

And what do Bulgarian private Judicial officers think?

We have met three young judicial officers from Varna (North-East of Bulgaria, by the Black Sea) and asked them the reasons that made them want to become private?

*Première interview pour le nouveau président
First interview for the new president*

*Luba Todorova (27 ans), huissier de justice à Varna – 27,
Judicial Officer in Varna*

Stanimira Danova (26), private judicial officer in Varna

Liberal profession represents for me big opportunities. It is a great challenge to start something new in complicated times but with great expectations.

Luba Todorova (27), private judicial officer in Varna

In a State controlled system, I didn't have the opportunity to really express my professionally and to be able to do things my way. I am expecting a great development of the profession and the chance to see it.

Lubomir Mavrov (36), private judicial officer in Varna

There are many reasons to choose the liberal profession but the main one is that I wanted to work for myself.

